

Si ce n'était que 200 millions d'euros à trouver...



Ce matin, L'Echo et De Tijd rapportent que le gouvernement Michel devait encore trouver au moins 200 millions d'euros pour pouvoir mettre en œuvre l'accord socioéconomique dégagé cet été.

Pour rappel, le gouvernement fédéral y a annoncé une série de mesures de régression sociale :

- définancement de la sécurité sociale** (additionnées, les mesures du gouvernement MR-NVA représentent plus de 6 milliards* d'économies dans la sécurité sociale) ;
- extension des flexi-jobs** au secteur du commerce et aux pensionnés ;
- diminution du salaire brut des jeunes de 18 à 21 ans** ;
- disparition progressive de la statutarisation dans la fonction publique** ;

...

Le Président du PS, Elio Di Rupo, commente : « Comme si ce n'était pas suffisant, la totalité des 200 millions d'efforts supplémentaires annoncés ce jour se fera à nouveau sur les pensions, l'emploi et les soins de santé, au détriment des citoyens ! **Et, à nouveau, sans toucher aux plus riches ou à la fraude fiscale par exemple.** »

Il poursuit : « Je regrette le peu de sérieux du gouvernement. Ce n'est en effet pas 200 millions que le gouvernement doit aller chercher encore. Nous martelons depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement qu'il y a un trou dans les finances publiques **de 8 à 10 milliards**. Le Comité de monitoring montre que ce trou est encore toujours de **8,2 milliards**... Le trou de 200 millions n'est qu'un élément supplémentaire montrant l'échec budgétaire de ce gouvernement. »

Enfin, concernant la dette des pouvoirs publics : « **Les mesures du gouvernement MR/N-VA n'ont pas permis de diminuer la dette publique comme il l'avait annoncé, bien au contraire.** La dette de l'ensemble des pouvoirs publics était en 2014 de 428 milliards d'euros. Elle est aujourd'hui de 458 milliards.

Soit, une augmentation de 30 milliards d'euros depuis l'entrée en fonction du gouvernement Michel ! »